



# Commune de COMBS LA VILLE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

CONSEIL MUNICIPAL DU 18 décembre 2023

### Délibération n° 04

**Date de convocation**  
08.12.2023

**Date d'affichage**  
13.12.2023

**Nombre de  
Conseillers**

en exercice : 35

présents : 26

votants : 34

**Objet : Fixation des avantages en nature attribués aux agents pour l'année 2024**

L'an deux mil vingt-trois, le dix-huit décembre, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Monsieur le Maire, Guy GEOFFROY.

#### Présents

M. G. GEOFFROY – Mme MM. SALLES – M. C. DELPUECH – M. J. SAMINGO – Mme M. GOTIN – M. JM. GUILBOT – Mme LA. MOLLARD-CADIX – M. D. VIGNEULLE – Mme LM. LODE-DEMAS – M. F. BOURDEAU – Mme M. GEORGET – Mme F. SAVY – Mme M. LAFFORGUE – Mme C. LAFONT – M. C. LUTTMANN – M. C. GHIS – M. B. ZAOUI – M. E. ALAMAMY – M. Y. LERAY – M. FC. YOUNBI NGAMO – Mme H. KIRCALI – Mme KD. ILLMANN – Mme L. MASSE – M. B. VRIGNAUD – M. D. ROUSSAUX – M. P. PELLOUX.

#### Absents représentés

Mme J. BREDAS par M. JM. GUILBOT – M. G. ALAPETITE par Mme C. LAFONT – Mme C. KOZAK par M. E. ALAMAMY – Mme AM. BOURDELEAU LE ROLLAND par M. B. ZAOUI – M. J. RANQUE par M. C. DELPUECH – Mme C. VIVIAN par Mme H. KIRCALI – M. S. ROUILLIER par M. B. VRIGNAUD – Mme A. ADJELI par Mme L. MASSE

#### Absente

Mme A. MEJIAS

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le 21/12/2023

ID : 077-217701226-20231218-DEL\_18DEC23\_\_4-DE

Madame Françoise SAVY. a été élue secrétaire de séance.

**Madame Marie-Martine SALLES, rapporteur, soumet au conseil municipal le rapport suivant :**

L'article 34 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 a modifié l'article L.2123-18-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, cet article prévoit qu'une délibération définisse chaque année les avantages en nature pouvant être attribués aux agents.

Les avantages en nature sont traditionnellement définis comme des biens ou des services fournis ou mis à disposition du salarié par l'employeur, soit gratuitement, soit moyennant une participation inférieure à leur valeur réelle, ce qui permet à l'intéressé de faire l'économie de tout ou partie des frais qu'il aurait dû supporter à titre privé.

Aux termes de l'article L.242-1 du Code de la Sécurité Sociale, ils constituent, en tant que tels, des éléments de rémunération qui, au même titre que le salaire proprement dit, sont inclus dans l'assiette de cotisations à la charge de l'employeur et des salariés, et doivent donner lieu à des cotisations. Ainsi, les avantages en nature sont intégrés dans le revenu imposable ; leur valeur doit être réintroduite sur le bulletin de salaire.

Les avantages en nature peuvent être évalués en fonction de leur valeur réelle ou forfaitairement, selon des valeurs révisées chaque année au 1er janvier (valeurs consultables sur le site internet de l'Urssaf).

Pour l'année 2023, il est proposé d'actualiser les éléments à prendre en charge au titre des avantages en nature et d'actualiser l'annexe relative aux logements.

**Au vu de ces éléments, je vous propose de bien vouloir prendre acte de ce rapport**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2123-18-1-1,

VU l'article L. 242-1 du Code de la Sécurité Sociale,

VU l'article L721-1 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,

VU les articles R. 2124-64 à R. 2124-74 du code général de la propriété des personnes publiques,

VU le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 réformant le régime des concessions de logement dans les administrations de l'Etat modifié par le décret n°2013-651 du 19 juillet 2013 portant réforme du régime des concessions de logement,

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 2019 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale,

VU l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaires avec astreinte ;

VU l'avis de la Commission municipale Administration Générale, Finances et Ressources Humaines,

CONSIDERANT qu'est définie comme un avantage en nature la mise à disposition d'un bien ou d'un service par l'employeur à son salarié permettant à ce dernier de faire l'économie de frais qu'il n'aurait normalement pas dû supporter,

CONSIDERANT que la commune a l'obligation de fixer chaque année les modalités d'attribution des avantages en nature dont bénéficient le personnel,

VU l'avis de la Commission Administration Générale, Finances et Ressources Humaines,

ENTENDU l'exposé du rapporteur,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le 21/12/2023

ID : 077-217701226-20231218-DEL\_18DEC23\_\_4-DE



**DIT** qu'aucun avantage en nature relatif aux nouvelles technologies n'est attribué au personnel communal dans la mesure où leur utilisation à des fins personnelles est raisonnable.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le 21/12/2023

ID : 077-217701226-20231218-DEL\_18DEC23\_\_4-DE



## VEHICULES

**APPROUVE** l'attribution d'un véhicule de fonction à la Directrice Générale des Services de la collectivité avec autorisation d'utilisation privée compte tenu des contraintes régulières qui pèsent sur cet emploi fonctionnel.

**DIT** que la Directrice Générale des Services prendra en charge les dépenses de carburant liées à des utilisations privatives éventuelles.

**OPTE** fiscalement, pour l'évaluation forfaitaire du véhicule sur les bases suivantes :

	Véhicule de moins de 5 ans	Véhicule de plus de 5 ans
Avec prise en charge du carburant par la commune	12% du coût d'achat TTC	9% du coût d'achat TTC
Sans prise en charge du carburant par la commune	9% du coût d'achat TTC	6% du coût d'achat TTC

**APPROUVE** l'attribution d'un véhicule de service avec remisage à domicile, sans usage privé, pour les Directeur Général Adjoint des Services, Directeur des Services Techniques, Directrice de la Petite Enfance, Directrice de l'Action Sociale, Directrice de l'Action culturelle, sportive et animation locale et jeunesse et Responsable de la Logistique, compte tenu des missions exercées et des nécessités de services. Cette attribution ne constitue pas un avantage en nature nécessitant rétribution sur le bulletin de salaire.

**PRECISE** qu'un arrêté individuel rappellera les modalités d'affectation et d'usage pour chaque agent concerné.

## LOGEMENTS

**ARRETE** la liste des emplois de la collectivité pour lesquels un logement de fonction peut être attribué suivant le document annexé

**FIXE** les conditions de mise à disposition.

**OPTE** pour l'évaluation forfaitaire du régime social auquel sont assujettis les bénéficiaires de logements.

**PRECISE** qu'un arrêté individuel rappellera les modalités d'affectation et d'usage pour chaque agent concerné.

## REPAS

**AUTORISE** la fourniture d'un repas aux agents du service restauration.

**DIT** que cette attribution est constitutive d'un avantage en nature et donne lieu à cotisations sociales et à déclaration fiscale.

**DEFINIT** les octrois et autorisations pour l'année 2024.

**AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer toute pièce relative à cette décision.

Combs-la-Ville, le 18 décembre 2023

**Le Maire**  
**Guy GEOFFROY**



**La secrétaire de séance**  
**Françoise SAVY**



Pour : 34  
Contre : -  
Abstention : -

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le 21/12/2023

ID : 077-217701226-20231218-DEL\_18DEC23\_\_4-DE



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Combs-la-Ville.